

LE TÉLÉPHONE PLEURE

C'est toujours autant la galère pour nous joindre au téléphone. Alors que nos lacunes en la matière avaient été le prétexte tout trouvé pour créer les Centres De Contact (CDC), notre enquête auprès des usagers venus encore en nombre dans nos accueils de Loire Atlantique est sans appel. Il est quasiment impossible de joindre quelqu'un par téléphone. À 0,06 € la minute, ça fait cher le service public non rendu. La CGT avait dénoncé dès le départ cette illusion entretenue par les hauts pontes de Bercy qu'un pool téléphonique ferait mieux que les services de terrain, surtout dans un contexte où les fontes des effectifs n'ont permis qu'un redéploiement d'agent.es. Non la spécialisation, les pôles supra départementaux ne constituent pas la panacée à tous nos maux. Nous avons besoin d'emplois, point !

ON EST MAL

Au-delà du symbole fort qui est de faire disparaître le ministère de la Fonction Publique, le nouveau gouvernement s'oriente vers une nouvelle couche d'austérité et de réductions des services publics. Notre nouveau ministre, Bruno Le Maire s'était présenté comme le candidat de la « rupture » : il fallait en finir, selon lui, avec la logique du « *rabot budgétaire* » pour rentrer dans le « *dur* » de la réduction des dépenses publiques et « *assumer de vrais choix et de vrais abandons* ». Il promettait alors entre 85 et 90 milliards d'euros d'économies en cinq ans, la suppression de l'ISF, l'abaissement des impôts sur le capital et sur les successions, la fin du monopole syndical et des emplois « *temporairement rémunérés en dessous du Smic* » pour les allocataires du RSA de plus de 50 ans. Dans une récente étude, Christopher House, Christian Proebsting et Linda Tesar estiment ainsi que **la réduction de 1 % des dépenses publiques, entraînant à sa suite la chute de la consommation, des investissements, s'est traduite par une baisse de 2 % du PIB dans les pays européens.**

De plus, ces plans adoptés en vue d'améliorer les comptes publics et de réduire l'endettement ont au contraire provoqué de tels chocs récessifs, que les recettes fiscales ont ralenti avec le PIB, entraînant une nouvelle dégradation des comptes publics et du chômage. Bref, les « remèdes » ont appauvri les populations européennes sans contribuer à améliorer la situation générale.

LUTTE GAGNANTE

Après des mois de mobilisation des personnels des services pénitentiaires, a été obtenue l'ouverture d'une négociation qui a abouti à l'obtention d'avancées en matière statutaire, salariale et de recrutement :

- L'accès à la catégorie A des conseillers d'insertion et de probation.
- Des gains indiciaires entre 30 et 50 points qui représentent 140 à 240 € brut mensuels.
- De nouveaux recrutements.
- De meilleures perspectives de déroulement de carrière.

Il s'agit indéniablement de la concrétisation d'une revendication historique à mettre au crédit des personnels en lutte et de la CGT qui les représente !

LE COUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

Trop d'agent.es public.ques, trop de masse salariale, trop de dépenses publiques : voilà le mal qui ronge perfidement la société française ! D'abord, rappelons que les administrations publiques ne sont pas qu'un coût. Outre qu'elles participent activement du progrès social, et de l'égalité de traitement des citoyen.nes, elles ont aussi un rôle économique majeur. Elles sont une aide précieuse pour les entreprises, elles ont participé à la création de richesses à hauteur de 20 % du Produit intérieur brut en 2015 et à 17 % de l'investissement global la même année. Ensuite, il faut cesser de nous rebattre les oreilles avec de pseudos vérités : le niveau des dépenses publiques n'est nullement un frein économique !

Quelques exemples suffisent à le démontrer :

- En 2012, le Danemark affichait des dépenses publiques à 59,4 % de son PIB davantage donc que la France, le chômage y était de 7 %, contre une moyenne de 10,6 % dans l'Union Européenne, et la croissance y était 4 fois supérieure à celle de l'UE.
- La même année, le Portugal avait des dépenses publiques à hauteur de 47,4 % du PIB mais le chômage y était de 15,3 % et la croissance de -1,4 %, c'est-à-dire en récession.
- Pour lutter contre la crise, les États-Unis ont fait monter leur déficit public à 13 % du PIB en 2009, 2010 et 2011 (plus du double de la France sur la même période) et leur taux de chômage a baissé de 2 points.

Enfin, s'agissant du nombre d'agent.es dans la Fonction publique, rappelons que la France se situe au 9e rang européen pour 100 habitant.es, au 13e rang pour la population active et au 10e rang en densité pour 1 000 km². Quant à l'ensemble des salaires, primes et pensions, versés à tous les ayants droit, il a reculé de 0,5 % dans le PIB ces 20 dernières années.

La vérité, c'est que la Fonction publique et ses agent.es sont une richesse irremplaçable. On n'en dira pas autant des bénéfices stratosphériques des grandes entreprises et des profits juteux des gros actionnaires.

